



10 MARS 2025

EUROPE INFO HEBDO



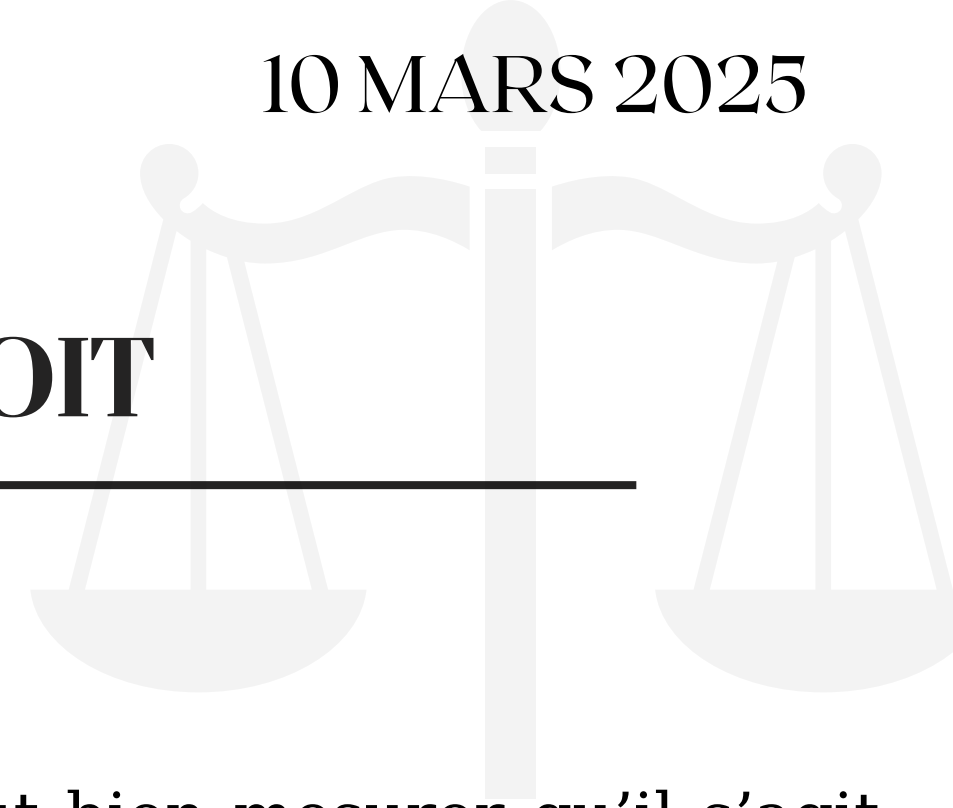
INGÉRENCES, PARAPLUIE ET AUTOMOBILE

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Aurélien SAIAG.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



DÉSINFORMATION, ELECTIONS,
CAPTAIN DEMOCRACY

Quand on parle de « crise de la démocratie européenne » il faut bien mesurer qu'il s'agit d'abord d'une crise des institutions démocratiques nationales. A l'exaspération sociale qui nourrit l'insurrection populiste s'ajoute la prise de conscience généralisée de menaces exogènes, soutenant les forces antidémocratiques, autoritaires, antilibérales à coup de désinformation, de paniques morales et d'opération de déstabilisation.

Alors que les liens anciens entre Donald Trump et les services soviétiques, puis russes, sont de plus en plus clairement exposés, entre autres par le journaliste Régis Genté auteur de Notre Homme à Washington, l'exemple américain du renversement démocratique est un scénario crédible dans de nombreux pays européens.

- En particulier en Roumanie avec l'arrestation du candidat pro-Kremlin C. Georgescu à la suite de la présidentielle annulée (cf. EIH 24/2/25) par la police.
 - Celle-ci a mis à jour un inquiétant faisceau de preuves de conspiration.
 - C'est aussi le cas en Bulgarie, où des députés du Parlement ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête sur l'attaque des bâtiments de la Commission européenne à Sofia.
- Parmi les réponses envisagées, l'UE élabore un « bouclier démocratique » visant à renforcer la résilience des démocraties nationales face aux ingérences étrangères et à la désinformation.
 - Par exemple, sur cette théorie du complot, propagée même par les plus hautes autorités américaines, expliquant que la Commission aurait annulé l'autorité d'annuler les élections nationales (comme en Roumanie).
- Cette interprétation est utilisée pour renforcer les régimes favorables au Kremlin.
 - Le pouvoir en place en Serbie est mis en difficulté par des manifestations quasi quotidiennes depuis l'effondrement, en novembre 2024, d'un auvent en béton à la gare de Novi Sad.
 - Cette tragédie a ravivé une colère contre la corruption qui gangrène la société.
 - Vladimir Poutine explique cela par une ingérence extérieure et exprime son soutien aux autorités mises à mal par l'UE.
 - Comme s'il était impensable que les citoyens serbes se révoltent contre des abus ayant pour conséquence des drames humains.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



DÉSINFORMATION, ELECTIONS, **CAPTAIN EUROPE 2**

Dans une analyse au fond, le site Contexte revient sur ce projet, annoncé par la présidente de la Commission européenne, prévu pour le troisième trimestre 2025. Il repose sur quatre piliers : la préparation de la société (résilience), l'intégrité des élections, la lutte contre la désinformation et le soutien à la société civile. Le Parlement européen a ainsi voté le 18 décembre 2024 la création d'une nouvelle commission spéciale en son sein sur ce futur bouclier, avec pour objectif de prévenir "l'ingérence étrangère dans l'ensemble des processus démocratiques de l'Union européenne, y compris la désinformation".

- La Commission insiste sur la nécessité d'une « conscience situationnelle » accrue parmi les citoyens, les médias et la société civile.
 - Cela implique une meilleure compréhension des menaces pesant sur les processus démocratiques, des modes opératoires de manipulation et des récits mobilisés.
 - Sont aussi prévues des formations, de nouvelles structures et le renforcement des partenariats de sécurité avec les pays voisins sont envisagés.
 - L'expérience des médias ukrainiens en temps de guerre peut être inspirante, si l'on en croit le témoignage de la rédactrice en chef du Kyiv independent [interrogée par le Green European Journal](#).
- Parallèlement, des initiatives comme l'Observatoire européen des médias numériques (Edmo) créé en 2020 ou EastStratCom un dispositif de 2015, travaillent sur les récits de désinformation, leur origine, leurs acteurs leurs relais, leurs techniques de diffusion et mécanismes de monétisation.
 - Ces analyses permettent de développer des contre-récits adaptés pour contrer efficacement la propagande ou la manipulation.
- Maintenant que Captain America n'est plus là pour défendre les valeurs de la démocratie, il est temps de se tourner vers d'autres imaginaires pour la soutenir.
 - Une analyse du Grand Continent revient sur les stratégies de guerre de l'information menées par des puissances comme les États-Unis et la Russie.
 - Elle propose une mobilisation des imaginaires démocratiques pour contrer ces influences.
 - Celle-ci se ferait autour d'une inspiration renouvelée, d'une société civile renforcée et d'une contribution décisive des médias et des industries créatives.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ÉTATS-UNIS, UKRAINE, OTAN,

POV: AFTER ME LE DELUGE

Même notre accoutumance aux retournements de situation des séries politiques ne nous avait pas préparés au scénario frénétique de la nouvelle administration Trump. Les dernières annonces du président américain ont déchiré le voile d'optimisme des Européens sur le lien transatlantique : en annonçant le gel des aides militaires et financières à l'Ukraine contre la Russie, pour faire pression sur le président Zelensky après la mise en scène mondialisée de son humiliation (cf. EIH 3/3/25), les Etats Unis scellent le sort de l'Ukraine sur la défaite.

- Les conséquences de l'abandon militaire américain se feront cependant sentir dans les prochaines semaines pour l'armée ukrainienne.
 - Pour le moment, elle épuise ses stocks de munitions plus vite que ses alliés ne peuvent les réapprovisionner.
 - Le message semble être bien passé puisque le président ukrainien a finalement annoncé son allégeance « au leadership trumpien ».
- Côté européen, les positions de Trump incitent les populations européennes à penser que Donald Trump est une menace pour la démocratie et la sécurité européenne, et non un allié.
 - Faute d'allié américain, les appels à la création d'une véritable armée européenne se font plus nombreux et plus forts.
 - Depuis l'épisode de la Maison Blanche, les Européens ont fait grand cas d'afficher leur soutien à l'Ukraine.
 - Ils réitèrent leur soutien indéfectible à la défense d'un voisin démocratique résistant à l'envahisseur.
 - Y compris par des manifestations spontanées comme au Royaume-Uni, où la résistance ukrainienne résonne avec des accents des Darkest Hours.
- L'Ukraine remet en tout cas le Royaume Uni au cœur du dispositif européen de défense, malgré le Brexit.
 - Le Premier ministre britannique et le président français, ont annoncé être prêts à déployer des troupes dans une mission de maintien de la paix en Ukraine post-conflit.
 - Le président français a ensuite appelé dans une allocution télévisée à "augmenter les capacités de défense de la France" face aux menaces
 - Un programme ambitieux, mais se heurtant aux structures actuelles des armées selon l'ancien directeur de l'Ecole de Guerre.
 - De son côté, la Pologne estime, à raison, qu'elle fait déjà beaucoup.
 - Elle refuse de déployer des moyens humains en plus de l'aide financière, politique et logistique qu'elle apporte déjà à l'Ukraine.
 - Le Chancelier-élu allemand Friedrich Merz, en revanche, a bouleversé la position de son pays pour réarmer l'Allemagne et l'Europe.
 - Plus aligné sur la vision française de l'autonomie stratégique européenne que son prédécesseur, F. Merz a annoncé un plan d'investissement dans les infrastructures et la défense de 800 milliards d'euros qu'il présentera au Bundestag.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉFENSE,

CANNOT FOOL ALL THE PEOPLE ALL THE TIME

Structurellement en retard et peinant à se désaligner des Etats-Unis, les chefs d'Etats européens et de l'Union européenne se sont réunis en Sommet d'urgence à Bruxelles, jeudi 6 mars 2025. Des réunions ressemblant plus à un vote de budget qu'à une marche à suivre pour dérégler la chaîne de production industrielle de la Russie, renforcer les capacités européennes en matière de guerre hybride, et dépoussiérer l'industrie de la défense sur le continent.

- Réfléchissant sur les besoins de la défense européenne en l'absence des Etats Unis, l'institut Bruegel a esquissé un scénario catastrophe, d'une Europe seule face à la Russie.
 - Selon les estimations, l'Europe devrait fournir environ 300 000 troupes pour compenser aussi le retrait américain.
 - Ces troupes auraient besoin de 1 400 chars, de 2 000 véhicules de combat d'infanterie, à mi-chemin entre une voiture blindée et un char, et de 700 pièces d'artillerie.
 - Ils auraient également besoin de 1 million d'obus de 155 mm de taille standard pendant les trois premiers mois d'une guerre hypothétique, ainsi que de 2 000 munitions d'entraînement par an.
 - L'Europe n'est pas en capacité de fournir cet effort aujourd'hui.
 - Quant au coût, le rapport l'estime entre 125 et 250 milliards d'euros par an.
 - De l'argent qui ne se trouve pas dans quelques coupes budgétaires plus ou moins mal inspirées.
- A Bruxelles, la désunion européenne perdure, malgré l'urgence et l'évidence de la situation.
 - Volodymyr Zelensky a accueilli chaleureusement l'annonce de fonds européens pour le réarmement du continent, qui doit sérieusement prendre en main sa propre sécurité sans compter sur les Etats-Unis.
 - Mais les annonces très mises en scène d'un plan de 800 milliards d'euros pour se faire sur proposition de la Commission européenne sonnent creuses quand on regarde le détail.
 - Premièrement, investir ne permettra pas des résultats immédiats ; car il permet surtout de combler les retards et incertitudes qui affaiblissent structurellement l'Europe depuis 2022.
 - Deuxièmement, comme l'analyse Nicolas Gros-Verheyde, la somme est surtout un écran de fumée, entre autres car les engagements de l'UE et de ses Etats se limitent pour l'instant à un assouplissement des règles fiscales d'endettement.



GREEN DEAL

INDUSTRIE, AUTOMOBILE, CHINE,
K2000



L'automobile européenne a-t-elle un avenir ? Chapitre énième dans l'angoissante question du destin de cette industrie emblématique de la prospérité européenne des Trente Glorieuses et de la domination du modèle industriel allemand des années 2000. Alors que le président américain a confirmé ses intentions d'augmenter les tarifs douaniers sur les produits européens (cf. [EIH 3/3/25](#)), que la concurrence chinoise se fait plus pressante (cf. [EIH 28/1/24](#)), et que l'Union européenne prépare ses prochains objectifs de réduction des émissions de CO2 (cf. [EIH 18/2/24](#)), la menace sur la compétitivité du secteur de l'automobile est structurelle. C'est pourquoi le plan d'action de la Commission européenne pour une industrie qui représente 7% du PIB de l'UE était fortement attendu, autant des acteurs du secteur que des organisations environnementales.

- L'automobile européenne rencontre actuellement de profondes difficultés.
 - Sur ses exportations futures suite à l'annonce de frais de douanes s'élevant à 25 % aux frontières des USA.
 - Bien que l'UE soit probablement moins affectée que les exportations en provenance du Canada et du Mexique avec respectivement 75 % et 57 % de baisse de production, elle subira néanmoins de lourdes conséquences économiques pour des entreprises produisant aux États-Unis ou au Canada comme Volkswagen et Stellantis.
 - Face à la compétitivité des voitures électriques chinoises généralement moins chères et de meilleure qualité.
 - Avec les normes européennes et l'objectif de production de voitures propres exclusivement, pour 2035.
 - La réglementation en vigueur impose aux entreprises automobiles de réduire leurs émissions de carbone de 15 % en 2025 en se basant sur celles de 2021.
 - L'industrie avait alors déclaré que les sanctions prévues par cette réglementation toucheraient le secteur à hauteur de 15 milliards d'euros d'amendes.
- En réaction à l'appel des constructeurs automobiles à la suite du *dialogue stratégique sur l'avenir de l'industrie automobile européenne*, Ursula Von Der Leyen avait déclaré le 3 Mars 2025 :
 - "Nous nous en tiendrons aux objectifs convenus en matière d'émissions, mais en adoptant une approche pragmatique et flexible".
 - Un amendement avait été proposé pour allonger le calendrier des objectifs d'émission de carbone prévu pour 2025 sur 3 ans.
 - Des critiques ont été prononcées envers cet assouplissement sur les émissions carbonées, notamment par William Todts, directeur exécutif de l'ONG Transport & Environment, qui considère que la Commission européenne s'est trop précipitée dans sa décision.
 - "L'industrie automobile est très douée pour broser un tableau de la crise. Mais la réalité, c'est que l'industrie automobile a enregistré des bénéfices record ces dernières années", avait-il déclaré dans un entretien.
 - Il estime aussi que les constructeurs de voitures européens devraient avoir une vision sur le long terme à l'instar des entreprises chinoises pour rétablir leur compétitivité face à ces derniers.



GREEN DEAL

INDUSTRIE, AUTOMOBILE, CHINE,

AIG LE RETOUR

Que faire avec les géants économiques ou financiers structurant notre économie lorsqu'ils sont en péril ? La question s'était posée au moment de la crise des subprimes à propos des banques européennes. "Too big to fail" autrement dit tellement importantes que leur faillite, même méritée, nous coûterait beaucoup trop cher. L'industrie automobile européenne est dans un cas similaire.

- Le commissaire chargé du transport durable et du tourisme, Apostolos Tzitzikostas, a présenté le 5 mars 2025, un plan d'action visant à soutenir et renforcer l'industrie automobile. Ce plan est établi sur les cinq axes suivants :
 - **L'innovation et la numérisation** : la Commission va initier une alliance européenne pour les véhicules connectés et autonomes pour harmoniser les efforts et standardiser les composants logiciels et matériels.
 - **La mobilité propre** : bien que la commission garde les objectifs initiaux, elle annonce revoir les règles concernant les normes d'émission plus tôt que prévu.
 - Elle prévoit aussi de stimuler la vente de véhicules électriques (avec par exemple le leasing social) et de décarboner les véhicules d'entreprise qui représentent 60 % des nouvelles immatriculations.
 - **Compétitivité et Résilience des chaînes d'Approvisionnement** : création d'un fonds de soutien de 1,8 milliard pour instaurer une chaîne d'approvisionnement sûre et compétitive pour les matières premières des batteries.
 - **Compétences et Dimension Sociale** : Un ajustement du Fonds Européen d'Adaptation à la Mondialisation (EGF) pour une aide plus rapide et élargie aux travailleurs menacés.
 - **Conditions Équitables et Environnement des Affaires** : la Commission s'engage à "garantir des conditions de concurrence équitables" à travers des mesures anti-subsidies et des accords de libre-échange en mentionnant l'alignement avec un partenaire privilégié comme l'Inde.
- Dans un papier du 4/3, le site Eurointelligence livre une analyse sans concession de ce plan et de l'extension de la période de conformité pour les nouvelles règles.
 - Cette position assouplie pourrait même annoncer des reculs comme sur l'interdiction des moteurs à combustion interne en 2035 (cf. EIH 19/5/22), qui déjà fait l'objet d'un âpre lobbying de part et d'autre.
 - Parmi les options de révision, certaines technologies comme les voitures hybrides rechargeables, ou l'hydrogène pourraient être prises en considération.
- Le problème de l'industrie automobile est que son poids économique et politique la rend peu souple.
 - Quand ils ne trichent pas (cf. le dieselgate en 2015), les constructeurs résistent par l'inertie :
 - ils en ont eu un certain temps pour se conformer à cette mesure, mais beaucoup semblent avoir rechigné à trouver des solutions viables et équitables, alors que les autres investissaient dans l'électrique.
 - Mais même « too big to fail », cela ne suffit pas à sortir de l'impasse à laquelle est confrontée l'industrie européenne, surclassée, principalement par les constructeurs automobiles chinois, qui peuvent mettre sur le marché des voitures électriques et des véhicules hybrides rechargeables souvent meilleurs et moins chers.
 - Comme le souligne Eurointelligence, lorsqu'un secteur est trop grand pour faire faillite, "la solution n'est pas de le subventionner pour le préserver.
 - Il s'agit plutôt de le diversifier". La solution est d'abord politique.